

## L'ÉCOLE CONTRE SOI

François Bégaudeau

**"De même que le nouveau est forcément du pire, le dehors est forcément une menace" : vu de sa propre expérience d'enseignant en milieu populaire, l'auteur montre que le principal adversaire des "profs" est moins l'ultra-libéralisme qu'eux-mêmes, et leur crainte de prendre en charge les mutations de leur métier et de leur relations avec les élèves.**

En la délestant autant que possible de sa charge assurément malveillante quand elle est prise en charge par les ennemis infatigables de la fonction publique, je voudrais explorer l'hypothèse suivante : la stagnation de l'école française est liée, entre mille causes, à ceux-là mêmes dont *a priori* on en attendrait le redécollage, et qui pour la plupart consacrent beaucoup d'énergie à ce dessein, à savoir les enseignants. Hypothèse dangereuse, oui, quand elle est proférée, avec de moins en moins de précautions, par les libéraux aux dents longues, papilles toutes mouillées déjà de raser la « citadelle marxiste » qu'ils pestent de voir encore debout dans la tempête néo-réactionnaire qu'ils insufflent en l'euphémisant sous le nom de Reforme (avec une majuscule, oui). Mais hypothèse salutaire si elle émerge des rangs mêmes des enseignants – j'en suis.

Or que perçoit-on, jour après jour, quand on vit dans le ventre de la baleine ? En premier lieu une réticence *a priori* à entériner tout ce qui viendrait « du haut ». Réticence dont on voit bien qu'elle compromet les évolutions, mais que par souci de justesse il faut d'abord regarder comme un symptôme réjouissant. Depuis une quarantaine d'années, depuis 68 pour aller vite, le citoyen n'a cessé de prendre goût à son autonomie, à son pouvoir de décision. D'aucuns le déploreront, il faut évidemment s'en réjouir. Cette précaution prise, il y a beaucoup à redire, sur ce « du haut », sur sa double-consonance libérale – c'est de cette façon que les caciques du Medef commentent la loi des trente-cinq heures –et surtout populiste. Concernant plus particulièrement les profs, il serait intéressant d'étudier comment ce qui a d'abord tenu lieu d'expression-repoussoir, la « France d'en haut » de Raffarin, a investi peu à peu, ironiquement puis au premier degré, le verbe des opposants au gouvernement, déclinée par exemple en long et en large sur les banderoles des manifestations de 2003. On ne diagnostique certes pas là une résurgence du poujadisme. Plutôt

un populisme de gauche, d'abord légitimement soucieux de la souveraineté populaire, puis jaloux de sa possible confiscation par les acteurs financiers, les technocrates, Bruxelles, les élites, et bientôt l'ensemble de la classe politique (le non de gauche du 29 mai dernier en est la plus récente occurrence). Noble vigilance, assurément, mais qui, devenue réflexe, procède de moins en moins de la citoyenneté, et de plus en plus de l'humeur – ce que recouvre pour une part le terme populiste. On en arrive au cœur du problème -il s'agit d'un problème de cœur. Au risque de déplaire à ceux que scandalisent, non sans pertinence parfois, la mise en exergue d'un supposé « malaise enseignant » en lieu et place de propositions concrètes pour soutenir les profs dans leur travail (les « moyens », cache-misère toujours nécessaire), il semble bien que quelque chose de cet ordre gangrène collèges et lycées. Indépendamment des individus qui le composent, parmi lesquels comme il se doit on trouve de tout, le corps enseignant est malade. Cela ne l'empêche pas de fonctionner, et pas aussi mal que certains catastrophistes le clament, mais l'essentiel de son comportement ressortit à la pathologie de groupe.

Une chose, en effet, est de s'arroger un droit de regard sur tous les projets de réforme de l'Education Nationale, autre chose est de les invalider avant même d'y regarder de près. Non parce qu'ils sont mauvais, ce qui arrive hélas souvent, mais parce qu'ils viennent d'un ministre et qu'on se méfie d'un ministre volontariste. Appelons cela le syndrome TPE (Travaux personnels encadrés). Lorsqu'il les met en route en 98, Allègre essuie une unanimité de critiques de la part des profs. Lorsque Fillon les retire six ans après, il essuie une unanimité de critiques de la part des profs. A croire que le capital sympathie d'un ministre de l'Education est à proportion inverse de son volume d'activité. Allègre en sait quelque chose, dont le « dégraisser le mammoth » par quoi sa disgrâce est arrivée disait justement la nécessité de multiplier les initiatives pour déjouer la force d'inertie de la maison-mère. Parmi les profs, tout le monde au fond admettrait que le système pèse des tonnes, et que l'interlocuteur administratif semble souvent un Léviathan inaccessible. Mammoth, dégraisser, mots bien pâles au regard de ceux prononcés sur « l'EducNat' » par les profs lorsqu'ils s'adonnent entre eux à leur sport favori, la vocifération. Mais voilà, d'être prononcés par le « haut » rend d'emblée inacceptable la frontalité bourrue mais juste de ces vocables. Inutile d'être grand médecin pour comprendre que cette méfiance vis-à-vis des directives ministérielles n'est que le sous-ensemble d'une méfiance plus générale vis-à-vis du changement. Comment une corporation souvent à l'avant-garde des mutations de la société

s'est-elle muée en force d'inertie ? Répondre nécessiterait quelques milliers de pages, en attendant quoi on peut risquer deux pistes.

Premièrement, la marche du monde étant considérée par les profs de gauche comme globalement et irréversiblement négative, ultralibéralisme et déculturation mondiale étant désormais perçus par les mêmes comme l'horizon fatal de l'Humanité, il advient qu'à rebours de ce qui se passait il y a encore deux ou trois décennies, et par une sorte de stupéfiant revirement anti-progressiste, tout ce qui procède du mouvement est immédiatement associée à la dégradation. La décentralisation est déstructuration, l'aménagement des horaires est flexibilité, etc. Les profs se racontent les uns aux autres que des loups attendent patiemment de les dévorer à pleine bouche. Ils n'ont pas complètement tort – bon nombre des propositions du gouvernement en exercice veulent explicitement en finir avec l' « anomalie » de leur statut. Mais alors ils restent planqués dans leur classe, se bouchant les oreilles pour ne pas entendre l'orage, s'imaginant qu'y être sourd revient à en supprimer l'existence.

Ce disant, on a déjà entamé le deuxièmement. De même que le nouveau est forcément du pire, le dehors est forcément une menace. Cela se traduit, théoriquement par la réaffirmation frénétique et désespérée, frénétique parce que désespérée, que l'école est un sanctuaire (affaire du voile, évocation du retour à la blouse), concrètement par ce refus, persistant et très majoritaire, d'ouvrir à d'autres qu'à soi-même l'accès à la salle de classe. Faudrait-il un symbole du repli sur soi de la moyenne bourgeoisie de gauche, on ne trouverait mieux que cette antre où le prof exerce en solo, avec ses petites méthodes, fécondes ou non, ses petites manières, séduisantes ou non. Réticence à travailler en équipe, peur bleue de l'inspection, les profs n'aiment rien moins que l'ingérence dans leur tête-à-tête avec les élèves. A quoi cela tient-il ? Pour certains, très minoritaires heureusement, il ne s'agit que de dissimuler leur évidente faillite, chahut irrépressible ou incurie pédagogique. Pour tous les autres, deux choses s'expriment là. D'abord l'habitude d'opérer en aveugle, sans rétribution autre que mécanique, sans qu'un résultat clair sanctionne en bien ou en mal ce travail, fait de tout dispositif d'évaluation, même anodin, même joué d'avance, une circonstance exceptionnelle et crainte en tant que telle. Ensuite, et c'est sans doute le plus important, il y a là, dans cette volonté de non-porosité à l'extérieur, l'aveu plus ou moins conscient, plus ou moins dissimulé à soi-même, que ce qui se passe en cours n'est pas satisfaisant.

Pas satisfaisant que la moitié au moins des élèves ne comprennent rien à ce qui leur est dit, voire décrochent complètement, alors que le cours devrait partir d'eux, s'organiser autour d'eux plutôt qu'autour de ceux qui savent d'avance et ont au fond à peine besoin de l'école. A moins d'être totalement inconscients, ou totalement réactionnaires, les profs savent bien que cela ne va pas. Il y a ce leitmotiv de salle de profs : « ça a bien marché » -« l'an dernier j'ai fait *L'Avare* en quatrième, ça a bien marché. » Ca a bien marché, ça veut dire qu'une poignée d'élèves, mettons un quart de l'effectif, ont, sinon manifesté plaisir et intérêt, du moins fait acte de présence en levant le doigt aux questions du maître de cérémonie. Les trois-quarts résiduels n'ont pas compris grand chose à ce drôle de babil, qui en remet une couche sur une langue académique contemporaine déjà perçue comme hermétique. Il serait tout à fait possible de créer des ponts entre cette œuvre et ces jeunes gens, possible que cela « marche » vraiment, mais cela nécessiterait de repenser totalement les méthodes d'apprentissage. Ce qui est déjà fait.

Ce qui est déjà fait, mais en vain. Dans la montagne d'ouvrages didactiques et pédagogiques écrits depuis un siècle, et notamment depuis une quarantaine d'années, on trouvera de quoi révolutionner cinq fois les méthodes d'enseignement en vigueur. Le problème, c'est que les profs ne les lisent pas, ou les appliquent peu si d'aventure ils les ont lus, ou si des passeurs leur en offrent un digest à usage immédiat. Peu, c'est déjà quelque chose, et de fait, une grande partie des enseignants passés par les IUFM se servent de ce qui leur a été dit pendant l'année de stage -et heureusement encore, heureusement que les cours de maintenant sont plus animés et plus variés que ceux d'il y a ne serait-ce que vingt ans. Mais dans le discours, il y a quasi-unanimité pour condamner les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres, qui, bon an mal an, tentent de compenser le décalage risible entre les exigences du métier et les compétences requises par l'épreuve qui permet de l'exercer. Propension à la plainte, esprit gouailleur avec déviations nihilistes, conviction sincère ou affectée que ce métier ne s'apprend pas dans les livres, antienne populiste (on y revient) selon laquelle « ils » n'ont rien à « nous » apprendre parce qu'« ils » n'ont aucune idée de ce à quoi « nous » nous trouvons confrontés sur le terrain : c'est toute une gamme d'affects qui pourrait expliquer ce décalage entre le comportement et les discours. Mais il semble qu'un seul, déjà pointé, embrasse tous les autres, c'est la conscience que ce qui se trame tous les jours dans des milliers d'établissements n'est pas reluisant du point de vue des postulats égalitaires de notre République. Il faudrait maintenant parler tout simplement de mauvaise conscience.

Le prof a mauvaise conscience, parce qu'il vise sincèrement à faire fonctionner l'ascenseur social et voit bien que le système en place, les coupes sombres récentes, les absurdités administratives mais aussi ses pratiques pédagogiques sont impropres à cet objectif. Il sait qu'il faudrait aller plus loin, or cela voudrait dire bouleverser ses propres repères, ceux d'un ex- bon élève. C'est pourquoi il n'apporte que des retouches minimales à sa pratique pédagogique, et s'amende de la conscience qu'il faudrait en faire beaucoup plus en criant à l'inutilité pure et simple de toute proposition d'ajustement. En gros, c'est parce qu'il sait qu'il ne fait que le quart du chemin qu'il déprécie toute possibilité de chemin et affiche un refus catégorique (Cf le non au TCE, névrose similaire). Pour le Collège unique, même raisonnement mortifère. Sous prétexte qu'on n'est pas allé assez loin, qu'on a pérennisé de vieux contenus dans cette nouvelle forme, on préfère invalider cette inestimable avancée plutôt que d'exiger qu'elle soit enfin poussée à son terme. Déçus d'un certain progressisme, mais surtout réalisant l'effort qu'il leur faudrait accomplir pour le mener à bien, les profs en prennent le revers, réclamant des conseils de discipline à gogo, et le retour au redoublement, et la possibilité d'orienter dès la cinquième vers la filière professionnelle, etc.

Quand on se refuse, c'est mon cas, à quitter la baleine, le repérage de la pathologie est une manière, non de décrier les pairs, mais de trouver des circonstances atténuantes à l'insupportable prurit réactionnaire contracté par eux depuis quelques années. Encore une fois, réclamant à corps et à cris l'exclusion d'un élève « qui n'a rien à faire au collège », un prof ressent lointainement qu'il s'agit d'abord de sa propre impuissance, et de nier le problème sous couvert de le résoudre. D'où la mauvaise conscience, et pour tout dire une sorte de conscience malheureuse. C'est en effet maintenant une certitude statistique, peu de profs sont heureux de l'être ; parce que dans le parcours de la plupart, ce métier n'est qu'un deuxième choix, parce qu'il force moins le respect que jadis, parce que les gratifications y sont rares. Aussi parce que le décalage est grand entre le niveau d'étude et le niveau de ce qu'on est amené à étudier en classe, d'où ce sentiment d'être déclassé, et assez peu de fierté quand il s'agit, après nom et adresse, de décliner sa profession. Au vrai, stagne dans l'air une odeur de haine de soi, qui s'incarne lorsqu'on entend dire que « je ne ferai pas ça toute ma vie », ou encore que « ce soir je vais à un repas de profs, je vais m'ennuyer ». Les profs, c'est comme « les gens » ou « les cons » : c'est toujours les autres.

D'un point de vue plus théorique, disons que le corps enseignant est, parmi les catégories socio-professionnelles, l'une des plus décriées par ses propres unités. Et même, sans aller jusqu'à

abandonner des réflexes corporatistes souvent nécessaires, bien que rendant un son un peu criard, l'enseignant ne fait plus vraiment corps. Des solidarités ponctuelles continuent à jouer, et c'est tant mieux, mais peu de profs se reconnaissent véritablement membres de l'équipage d'un bateau qui dès lors vogue sans capitaine ni matelots. François Dubet l'a bien dit : comment peut-on envisager de sauver une maison dont les habitants ne croient pas eux-mêmes à la viabilité des fondations ? Sans parler de leur usage immodéré et assez honteux des dérogations, comment croire que des profs qui avouent implicitement le peu de foi qu'ils ont dans le système en mettant leurs enfants dans des écoles privées, feront montre d'assez de motivation pour amender cette machine à reproduire les inégalités que l'école, chacun s'accorde à le reconnaître, est devenue ?

On touche là au plus triste de l'éthos enseignant contemporain. Ce serait même à désespérer s'il ne demeurait l'espoir que cette stérile et névrogène haine de soi se mue en pensée contre soi. Penser contre soi, joli programme un peu oublié de l'ami Sartre non moins oublié. Et on ne voit pas pourquoi la corporation, pas plus nulle qu'une autre en matière critique, serait incapable de cette sublimation de la pathologie en force de déplacement de soi. L'école ne parviendra à débloquer sa situation que si ses acteurs eux-mêmes actionnent les leviers, assumant le risque que l'opération révoque leurs habitudes, leurs atavismes. Cette pratique auto-thérapeutique –s'enlever le couteau enfoncée dans le foie- pourrait du reste valoir pour tous les secteurs de la société qu'on dit en crise et difficiles à remuer. Tout dépendrait d'une capacité des individus concernés à prendre en charge leur propre mutation. Sorte de déplacement de la dialectique : non plus nous contre eux, mais nous contre nous. Manière de maintenir la première personne du pluriel comme sujet politique, sur les ruines d'un vingtième siècle qui l'a faite reine. Mais un « nous » non triomphal, un « nous » qui, plutôt que d'afficher une martiale plénitude, engouffrerait son agir dans ses propres fissures.

